



DES PONTS PAS DES MURS

5 juillet 2018

Migration : renforcer la solidarité internationale contre le nationalisme et la xénophobie

Le sommet qui vient de se tenir à Bruxelles les 28 et 29 juin, confirme l'entêtement des dirigeants européens dans une politique du pire qui, loin d'être le fruit de maladresses face à l'idée d'une invasion imaginaire de personnes étrangères, s'apparente à une stratégie explicite de coercition des populations en adoptant sans réserve les positions de l'extrême droite. La politique migratoire européenne, à l'image de celle des pays membres, reste aveugle à une compréhension plus globale des migrations qui est celle de la solidarité internationale.

Persécution des exilé-e-s et criminalisation des solidarités dans l'espace euro-africain

La mort de Mawda Shawri, 2 ans, sous les balles de la police belge, l'action des garde-côtes libyens en Méditerranée en complicité avec l'Italie et l'UE pour empêcher les sauvetages d'ONG solidaires, la fermeture des ports italiens et le refus d'autres pays européens d'accueillir les bateaux des ONG sont autant d'exemples qui illustrent l'aveuglement des États européens face aux mouvements migratoires, dont les conséquences meurtrières sont connues. Pour celles et ceux qui parviennent finalement à accéder au territoire européen, de nouveaux obstacles apparaissent sur leurs parcours : tri aux frontières, système d'asile et d'accueil défaillant, conditions de vie indignes, violences, etc. Pour les personnes qui tentent de leur venir en aide : criminalisation de leurs activités solidaires, poursuites judiciaires, amendes, discours politiques violents de trop nombreux·ses femmes et hommes politiques en Europe.

Comment ne pas voir, dans ces politiques de contrôle, une dérive autoritaire des appareils politiques des États-nations ? La situation en Hongrie en témoigne, où la lutte contre l'immigration est également utilisée comme un véritable levier pour saper les mobilisations de la société civile.

Face à une persécution globalisée, des solidarités mondialisées

Ces situations concernent l'ensemble du globe, de la frontière États-Unis/Mexique où ont été séparées des familles, aux marges du Niger où l'Algérie a expulsé 4 000 personnes au mois de mai, en passant par l'Australie qui déporte les boat people dans des États voisins. Elles illustrent la généralisation des options nationalistes, en privilégiant un traitement policier au détriment du respect du droit international et des droits humains. C'est une entreprise idéologique de déresponsabilisation, qui ignore les liens humains qui transcendent les frontières, tout comme les responsabilités des politiques d'États européens – ou des États-Unis – interventionnistes à l'extérieur de leurs frontières : les crises au Sahara, l'intervention en Libye, les impacts asymétriques du changement climatique résultant de l'industrialisation, etc. Des sommes folles sont ainsi dépensées dans la construction de murs ou le développement de radars anti-migrant-e-s, pour contrer un phénomène constitutif de sociétés résilientes et connectées.

Pour contrer les logiques nationalistes nourries d'analyses erronées des questions migratoires, qui guident pourtant les politiques actuelles, l'alternative doit passer par la mobilisation massive de la société civile. La solidarité internationale a un rôle essentiel à jouer pour mettre en perspective l'urgence humanitaire, respect des droits civils et politiques au regard de ses combats historiques : colonisation, dette, racisme, inégalités, accaparement des terres et des ressources naturelles, traite négrière, injustice climatique, etc. La solidarité internationale doit s'affirmer, une nouvelle fois, comme un catalyseur des mouvements sociaux sur la scène mondiale afin de peser sur les instances internationales en cohérence avec les luttes des peuples dans chaque pays, en partant des mouvements de base.

Car comme le répètent à l'envie tous ces citoyen-ne-s du monde entier, au travers des États généraux des migrations en France, des caravanes de migrant-e-s en Amérique latine, en Afrique, et tant d'autres mouvements européens, la migration, en plus d'être un droit, est une source d'enrichissement politique, économique et culturel qui a façonné l'histoire des sociétés. La prohibition des migrations par des gouvernants de plus en plus nationalistes témoigne d'une crise des politiques migratoires qui repose sur un déni de réalité, l'abandon de la solidarité comme valeur et du multilatéralisme comme moyen, dont les migrant-e-s sont les premières victimes.

Des Ponts Pas Des Murs

Le réseau Des Ponts Pas Des Murs a été fondé en 2008, suite à un sommet citoyen réunissant 34 pays à l'occasion de la Présidence française du Conseil de l'Union Européenne. En effet, devant l'urgence d'une réponse collective face à l'instauration d'accords dits de « gestion concertée des flux migratoires et de co-développement », la nécessité de s'organiser en réseau a poussé le groupe « migrations » du CRID à prendre cette initiative.

Des Ponts Pas Des Murs est constitué d'associations de défense des droits de l'Homme, d'associations de solidarité internationale, d'associations de migrant·e·s et de soutien aux migrant·e·s, ainsi que d'organisations syndicales. En 2018, le réseau DPPDM France regroupe une quinzaine d'organisations : **ATTAC, CCFD Terre-Solidaire, Cimade, CRID, Emmaüs International, FASTI, Forim, France Amérique Latine, FSU, GRDR, IDD, IPAM, Mouvement de la Paix, Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, RESF, Secours Catholique.**

Pour ce réseau, les migrations sont depuis toujours un phénomène humain et constituent un apport social, culturel et économique inestimable. Cet apport, pourtant historiquement reconnu, est occulté au profit d'impératifs sécuritaires et économiques qui traduisent une défiance et une suspicion généralisées vis à vis de « l'étranger·e ». Cette radicalisation et cette crispation sur les aspects sécuritaires sont contraires aux valeurs emblématiques de l'Union européenne : démocratie, respect des droits humains et libre circulation. Les migrant·e·s sont avant tout des femmes, des hommes et des enfants qui ont des droits. Ces dernier·ère·s ne peuvent pas être nié·e·s au seul prétexte de l'absence de papiers.

Aussi, depuis sa création, Des Ponts Pas Des Murs dénonce la mise en place des politiques européennes de lutte contre l'immigration dite clandestine qui occasionnent de graves violations des droits des personnes migrantes, ainsi que l'instrumentalisation des politiques publiques de développement aux fins de restreindre la liberté de circulation.

Par ailleurs, pour la plateforme nationale DPPDM, la question des migrations internationales combine plusieurs approches : les droits des migrant·e·s dans le respect de l'égalité des droits ; les rapports entre migrations et développement ; les migrations environnementales ; la gouvernance mondiale des migrations et la liberté de circulation. L'articulation entre ces approches, complémentaires et parfois contradictoires, constitue la démarche des mouvements sociaux et citoyens qui composent les Forums sociaux mondiaux.